

La gauche européenne à la rencontre des migrants de Calais

La dignité, malgré tout

Mardi 1er décembre, une délégation de sept députés européens de la Gauche Unitaire Européenne-Gauche Verte Nordique (GUE-NGL) se rendait à Calais pour rencontrer les associations de solidarité aux migrants et évaluer la situation des réfugiés dans « la jungle » et le centre Jules Ferry.

« Vous allez ressortir de là chamboulés » avait prévenu Jacky Hénin en introduisant la journée. Face aux députés, les militants des associations expliquent leur quotidien et les difficultés auxquelles ils sont confrontés : baisse drastique des dotations des pouvoirs publics, suppression du tissu associatif par la mairie, provocations policières à l'encontre des migrants et des bénévoles, arrêté municipal interdisant la distribution de nourriture, arrivées en nombre de réfugiés fuyant la guerre et le terrorisme... Si la question des migrants à Calais date de 20 ans, la situation a pris des proportions dramatiques avec les bombardements en Lybie puis en Syrie. Pour Georges (bénévole à l'association Salam), le constat est simple : « on bombarde un jour et le lendemain on voit des réfugiés affluer ».

Les associations, un soutien quotidien

La France serait pourtant capable en trois semaines de construire une structure d'accueil avec sanitaires, lits, infirmerie, etc... afin de garantir des conditions de vie décentes aux réfugiés. Dans une région et une ville déjà sinistrées par le chômage, rester passif équivaut à faire le lit du Front national en montant les citoyens les uns contre les autres. On voit circuler de plus en plus des rumeurs et « des histoires qui font peur » sur des violences ou des soi-disant aides que recevraient les réfugiés alors qu'ils n'ont pas un sous en poche. « À force de laisser les gens dans des

conditions inhumaines, on va vers un clash et on le sait » souligne Olivier, auteur du blog *Dormira jamais*. Face à cette situation, les associations se mobilisent, distribuent de la nourriture, construisent des cabanes pour remplacer les tentes et apportent un soutien matériel et administratif. « Les migrants sont venus avec un but et des rêves, nous sommes là pour les soutenir, pas pour les dissuader » insiste Christian, président de l'Auberge des migrants.

Parler d'atteinte à la dignité humaine c'est une chose mais le voir en est une autre. Après les échanges avec les associations, il est temps pour la



Les députés européens sont venus sur le terrain pour échanger, mieux saisir l'insupportable réalité de « la jungle ». (Ph. Olivier Hansen/GUE/NGL)

délégation de se rendre directement sur les lieux « de vie » des réfugiés. Le centre Jules Ferry, tout d'abord, où durant la journée environ 2500 repas sont distribués. A côté, le « camp des



Au milieu des tentes de fortune, des messages d'une force incroyable. (Ph. Olivier Hansen/GUE/NGL)

passer commande (pour les repas, la mise en place de containers dortoirs, douches, sanitaires...). À 18 h, le centre ferme ses portes. Plus loin, c'est « la jungle » : un amoncellement de 17 hectares de tentes, d'habitations de fortunes au milieu des débris et de la boue. Sur l'une d'entre elle est écrit : « malgré toutes les difficultés on a toujours le sourire aux lèvres ». C'est peut-être cela la leçon de cette journée : savoir rester digne dans les conditions les plus indignes...

Agir : un vrai combat politique

« L'UE est capable de passer un accord de 3 milliards d'euros avec la Turquie pour construire des camps à sa frontière et on ne serait pas capable en France d'accueillir dans des conditions décentes les réfugiés ? », fustige Jacky Hénin. La réalité est que

les politiques ont déserté le terrain. « Seul le PCF nous sert de relais en se positionnant clairement en faveur des droits des migrants » déclare Claudine, bénévole à Salam. « Ce qu'on voit ici, on l'a vu ailleurs, mais que ça puisse se produire en France, au cœur de l'Europe, c'est honteux », souligne Marie-Christine Vergiat (députée Front de Gauche). Il faut mettre les gouvernements face à leurs responsabilités notamment en termes de relocalisations. « N'oublions pas que l'UE et l'OTAN par leurs politiques bellicistes ont créé le chaos dans des pays comme l'Irak, l'Afghanistan, la Libye ou la Syrie », insiste Miguel Viegas (député du Parti Communiste Portugais). Dès lors, le combat politique doit se mener sur deux plans : la promotion de la paix et du développement avec les pays tiers et le soutien effectif dans l'accueil et l'insertion des réfugiés au sein de l'UE. Au milieu de « la jungle », sur un panneau on peut lire : « la pauvreté n'est pas un accident, elle a été faite par l'homme et peut être supprimée par les actions communes de l'humanité ».

Charlotte BALAVOINE

Un contexte propice aux tensions

Depuis 2003 et les accords du Touquet, la Grande Bretagne a externalisé ses frontières à la France, construisant à Calais des barbelés et des murs afin de « contenir » les migrants et les empêcher d'atteindre le sol britannique. Aujourd'hui, ce sont plus de 4500 personnes qui vivent dans un bidonville à ciel ouvert dans la zone de « la jungle ». Alors que les capacités d'accueil existent, l'État et la mairie joue le pourrissement. Saisi le 26 octobre dernier, le tribunal administratif de Lille ordonnait la mise en place de mesures sanitaires d'urgence et le recensement des mineurs isolés. Le 23 novembre 2015 le Conseil d'État confirmait en appel la décision du tribunal de Lille. Dans un rapport publié le 2 décembre, le contrôleur général des lieux de privation de liberté (CGLPL), Adeline Hazan, condamne les atteintes aux droits de l'Homme menées par l'État notamment

dans sa politique de « désengorgement de la jungle » par la mise en rétention et la privation de liberté des réfugiés.

Sur le terrain et face aux manques de moyens donnés par les pouvoirs publics, les associations se démènent mais sont submergées. Manque de WC, de douches, de sanitaires, interdiction de facto par la mairie d'accorder aux migrants l'accès à la piscine ou à la médiathèque (car conditionné par la présentation d'une carte d'identité et d'un certificat de résidence), provocations policières... Ce sont autant de mesures qui visent à générer des tensions et créent des conditions de vie inhumaines. Face à cela, un système parallèle progresse où les passeurs et la mafia détiennent le pouvoir et où les extrémistes gagnent du terrain.

Les députés présents étaient : Marie-Christine Vergiat (Front de Gauche, France), Miguel Viegas (Parti Communiste Portugais), Angela Vallina (Izquierda Plural, Espagne), Barbara Spinelli (Italie), Miguel Urban (Podemos, Espagne), Marisa Matias (Bloco de Esquerda, Portugal) et Iosu Juaristi (Bildu, Pays Basque).